



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 211  
(Privé)

## **Loi concernant la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. Michel Charbonneau**  
Député de Saint-Jean



---

Éditeur officiel du Québec  
1994



# Projet de loi 211

(Privé)

## **Loi concernant la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu**

ATTENDU que la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu peut, en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), constituer une compagnie et, par une convention soumise à l'autorisation du ministre des Affaires municipales, lui confier un mandat relatif à l'exercice de sa compétence en matière de gestion des déchets.

Cette compagnie a comme seul objet la réalisation de ce mandat; elle ne peut procéder à un appel public à l'épargne.

**2.** La municipalité régionale de comté peut détenir des actions de cette compagnie et doit détenir en tout temps la majorité des actions comportant droit de vote. La majorité des administrateurs de cette compagnie doivent être des membres du Conseil de la municipalité régionale de comté.

**3.** La convention visée à l'article 1 doit contenir:

1° une description détaillée de l'objet du mandat;

2° les obligations des parties dans la réalisation du mandat, dont leur participation financière;

3° les modalités d'établissement des coûts de réalisation du mandat;

4° les obligations des parties au cas de non-exécution totale ou partielle de la convention;

5° la mention de sa durée et, le cas échéant, les modalités de son renouvellement.

**4.** La compagnie doit, avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, transmettre à la municipalité régionale de comté une estimation des coûts reliés à l'application de la convention ainsi que la participation financière requise à cette fin de la municipalité régionale de comté pour sa prochaine année financière.

**5.** La compagnie doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance couvrant la responsabilité de ses administrateurs et autres représentants.

**6.** La compagnie ne peut acquérir des actions d'une autre compagnie ou prendre une participation dans une société que si les activités de cette compagnie ou de cette société sont limitées à la gestion des déchets ou à un domaine complémentaire. Une telle acquisition ou prise de participation ne peut être faite qu'avec l'autorisation de la municipalité régionale de comté.

**7.** Avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, la municipalité régionale de comté peut se porter caution de la compagnie visée à l'article 1 jusqu'à concurrence de la valeur des actions qu'elle possède dans cette compagnie.

**8.** Aux fins de la présente loi, la municipalité régionale de comté peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles en vue de les céder à la compagnie constituée en vertu de l'article 1.

**9.** La présente loi s'applique malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

**10.** Les articles 14.1, 935 et 936 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ne s'appliquent pas à la convention visée à l'article 3.

**11.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.